



European Economic and Social Committee

CESE info

Le Comité économique et social européen

Un pont entre l'Europe et la société civile organisée

juillet 2019 | FR

Langues disponibles:

bg cs da de el en es et fi fr ga hr hu it lt lv mt nl pl pt ro sk sl sv

Éditorial



Chères lectrices, chers lecteurs,

Fin juin, nous avons dit au revoir à la présidence roumaine du Conseil de l'Union européenne, et comme de coutume, qui dit nouveau semestre dit aussi nouvelle présidence. Pour la troisième fois de son histoire, la Finlande assume la présidence tournante, aujourd'hui avec la devise «Une Europe durable, un avenir durable». J'en suis convaincu: la Finlande s'emploiera à faire du rôle de chef de file mondial de l'UE en matière de lutte contre le changement climatique une réalité sur le terrain.

Comme vous le savez, le développement durable est l'une des priorités de mon mandat, et pour être franc, nous n'avons aujourd'hui pas d'autre choix que d'intensifier notre action en la matière. Nos sociétés pourront en bénéficier d'autant plus tôt que nos progrès seront rapides.

J'ai la ferme conviction que le programme de développement durable à l'horizon 2030 doit devenir le moteur du processus décisionnel de l'UE, le point de référence pour les années à venir. L'immobilisme entraînera des conséquences dramatiques pour tous les citoyens de l'Union, que nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre.

Pour réussir, nous devons nous concentrer sur la compétitivité de nos industries, investir dans la recherche et l'innovation, et surtout, être les premiers à bouger. Mais, ne l'oublions pas, la transition vers une économie et une société climatiquement neutres ne se fera pas sans frais.

Nous devons donc veiller à ce que personne ne soit laissé de côté et à ce que l'ensemble des entreprises, des travailleurs, des régions, des communautés locales et des citoyens unissent leurs forces et deviennent ainsi plus puissants dans le cadre d'un nouveau pacte social.

Dans ce contexte, je peux vous assurer que nous travaillerons main dans la main avec la présidence finlandaise et la société civile dynamique de ce pays pour atteindre des résultats tangibles. Les défis ne manquent pas, que ce soit au niveau économique, social ou politique: citons entre autres le populisme, le Brexit, et, bien sûr, la lutte contre le changement climatique.

Comme nous le rappellent les jeunes militants qui manifestent dans les rues tous les vendredis, nous ne pouvons pas nous permettre de perdre davantage de temps. Nous pouvons encore faire la différence et l'Europe prend tout son sens lorsqu'elle offre davantage de possibilités aux citoyens et réduit les inégalités sociales.

L'heure est à l'action. L'heure à l'Europe durable. Au travail!

Luca Jahier
Président du CESE

À vos agendas

22 juillet 2019, Athènes (Grèce)

Luca Jahier prend la parole devant le Conseil économique et social grec

23 et 24 juillet 2019, Riga (Lettonie)

En bref

[Le CESE se rend en Espagne pour évaluer l'incidence de nouveaux modèles économiques sur le marché unique européen](#)



Une délégation du CESE a récemment rencontré des représentants de syndicats, d'ONG et de l'administration locale à Malaga, en Espagne, dans le cadre d'une étude sur de nouveaux modèles économiques, qui vise à en évaluer l'incidence à long terme sur celui de l'Union européenne.

Le 14 juin, une délégation du CESE, composée de **M^{mes} Violeta JELIĆ** (groupe des employeurs) et **Franca SALIS-MADINIER** (groupe des travailleurs) et de **M. Carlos TRIAS PINTO** (groupe diversité Europe), a rencontré toute une série de parties prenantes à «La

Noria», centre pour l'innovation sociale.

La rencontre a fourni à ces acteurs un forum institutionnalisé pour faire connaître leurs expériences et leurs points de vue et pour aborder la question des relations entre les nouveaux modèles économiques et les comportements des consommateurs, le marché de l'emploi et le développement durable.

Il s'agissait là de la première d'une série de sept missions effectuées dans des États membres de l'UE par l'observatoire du marché unique, qui mène cette étude, afin d'engager un dialogue avec des intervenants des secteurs privés et publics concernés.

Un rapport sera publié au début de 2020, qui formulera des recommandations pratiques à l'intention des institutions de l'UE, notamment la Commission et le Parlement européen, sur la manière de surveiller l'incidence de nouveaux modèles économiques sur le marché unique européen afin d'en assurer la pérennité pour l'avenir. (jpf)

[Gabriele Bischoff, ancienne présidente du groupe des travailleurs du CESE, élue au Parlement européen](#)



Gabriele Bischoff, qui présidait jusqu'il y a peu le groupe des travailleurs du Comité économique et social européen, a été élue députée européenne au sein du groupe S&D.

M^{me} Bischoff, qui a rejoint le CESE en 2009 en sa qualité de chef de département au sein de la Confédération allemande des syndicats DGB, a été présidente du groupe des travailleurs de 2015 à 2019. (dm)

[Dilyana Slavova participe à une réunion de haut niveau sur le soutien de l'UE à la Tunisie](#)



Le 3 juillet dernier, Dilyana Slavova, la présidente de la section «Relations extérieures» du CESE, a participé à une manifestation internationale organisée au siège du CESE sur le thème «L'économie sociale et solidaire en Tunisie: rôle et soutien de l'UE». Parmi les intervenants de haut niveau figuraient Samir Taïeb, ministre tunisien de l'agriculture, et Michael Koehler, directeur en charge du Voisinage méridional à la Commission européenne.

Dans son intervention, **M^{me} Slavova** a déclaré que la Tunisie était depuis toujours *«un partenaire essentiel du CESE dans la région EuroMed»* et que *«les autorités tunisiennes et l'UE sont sur la même longueur d'onde pour ce qui est d'associer la société civile à des questions telles que l'agriculture, les investissements, les échanges commerciaux et l'autonomisation des femmes»*.

Se référant à l'un des grands dossiers en cours, les négociations en vue de la conclusion d'un accord post-Cotonou, **M^{me} Slavova** a indiqué que tant la société civile européenne, représentée par le CESE, que les partenaires tunisiens se féliciteraient que la société civile occupe *«une position ambitieuse»* dans le cadre de ce processus. (dgf)

[Le CESE plaide en faveur d'une transition énergétique équitable sur le plan social et d'un dialogue permanent avec les citoyens](#)



Lors de sa session plénière du mois de juin, le CESE a organisé un débat avec le commissaire **Maroš Šefčovič** sur l'avenir de l'union de l'énergie en Europe. Le Comité a présenté sa position sur la proposition de stratégie de l'Union européenne pour la réduction à long terme des émissions de gaz à effet de serre.

Le CESE a convenu qu'une transition vers une Europe décarbonée devait être équitable sur le plan social et efficace, tous les acteurs devant unir leurs forces et assumer leur part de responsabilité; il a insisté sur la nécessité de prévoir des mesures au-delà de 2030. «La nécessité d'agir de toute urgence en faveur du climat est reconnue partout en Europe», a déclaré **M. Šefčovič**, ajoutant que le climat était devenu l'un des principaux thèmes électoraux au sein de l'UE et qu'«en Europe, nous percevons enfin le changement climatique comme une occasion de réorienter et de réorganiser notre économie».

M. Jahier lui a fait écho, affirmant que l'objectif de la neutralité climatique d'ici à 2050 était essentiel pour l'avenir de l'Europe et se demandant si, en dépit des nombreux progrès accomplis en matière de lutte contre le changement climatique, il y aurait encore des politiques suffisamment ambitieuses, dotées des ressources appropriées, pour soutenir l'objectif à long terme de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050.

Le Comité a approuvé la stratégie de l'Union européenne pour la réduction à long terme des émissions de gaz à effet de serre et son objectif visant à transformer l'Union européenne en une économie neutre pour le climat d'ici à 2050. Dans un [avis](#) élaboré par **Pierre Jean Coulon** et **Stefan Back**, le Comité plaide pour un dialogue permanent avec les citoyens et une transition équitable sur le plan social. Il préconise également l'adoption d'un nouveau pacte social.

«Cette transition est possible et bénéfique pour l'Europe, mais tout le monde doit y être associé, et nous devons tous unir nos forces pour atteindre cet objectif commun. Nous ne pouvons pas séparer les citoyens des décideurs», a affirmé **M. Coulon**.

La mobilité est fondamentale. Il s'agit d'un des secteurs dans lesquels les progrès sont les plus impérieux et dont le potentiel à cet égard est tangible. «Nous devons trouver des solutions pour réduire l'empreinte de CO₂ de l'Union sans en affecter l'ensemble de l'économie et de la société», a indiqué **M. Back**. «Nous pourrions concevoir, adopter et mettre en œuvre un système de tarification du carbone qui tienne compte de ses effets sur les entreprises et les citoyens et que ceux-ci acceptent pleinement», a-t-il conclu. (mp)

[Le CESE exhorte les dirigeants de l'Union européenne à renforcer le rôle international de l'euro](#)



Dans un [avis](#) récemment adopté, le CESE a appelé les responsables de l'UE à redoubler d'efforts pour accroître le rôle international de l'euro. Un euro fort, souligne le Comité, contribuera à la prospérité des citoyens de l'Union et de ses entreprises, confortera les valeurs qu'ils partagent et assurera la promotion de leurs intérêts communs.

Il estime par ailleurs qu'en adoptant des mesures supplémentaires pour améliorer la croissance et la résilience économique, ainsi que les capacités d'adaptation des économies de la zone euro, l'Union pourrait, à terme, conférer à l'euro une position plus avantageuse au niveau international. L'avis du CESE émet une série de recommandations qui vont plus loin que les propositions de la Commission européenne.

Une cohésion sociale renforcée, la convergence économique, la compétitivité et l'innovation devraient constituer les bases d'. Il y a lieu de réduire les divergences, que ce soit au sein des États membres ou entre eux, car elles brident les performances économiques de l'UE.

Le CESE plaide aussi pour qu'elle adopte une approche plus unifiée de la diplomatie internationale et une attitude qui soit davantage empreinte de volontarisme, quand il s'agit de promouvoir nos intérêts communs, cette démarche étant susceptible de lui ouvrir des perspectives commerciales en plus grand nombre.

L'achèvement de l'Union économique et monétaire et de l'union bancaire fait également partie des priorités évidentes pour le CESE. Dans ce dossier, il recommande d'étudier les pistes envisageables afin de créer des actifs en euros plus liquides et plus sûrs, lesquels pourraient remédier à la compartimentation actuelle du marché des obligations souveraines de la zone euro, qui nuit à la confiance des marchés dans la monnaie unique.

[Pour en apprendre davantage sur les recommandations formulées par le CESE afin d'encourager l'utilisation internationale de l'euro et sur les nombreux avantages qui en découleraient pour les citoyens et les entreprises de l'UE.](#) (jk)

[Le CESE réclame une amélioration des stratégies macrorégionales](#)

Le CESE réclame une amélioration des stratégies macrorégionales et présente, dans un [avis exploratoire](#), une série de propositions politiques qui visent à exploiter intégralement leur potentiel.

Ces propositions, qui ont été présentées en juin, reposent sur une analyse approfondie des stratégies macrorégionales existantes. Celle-ci révèle que ces dernières constituent, jusqu'à présent, un outil utile à la politique de cohésion et à l'amélioration de



l'intégration et de la coopération, mais qu'elles n'ont pas produit les résultats escomptés pour contribuer à la réduction des disparités sociales et territoriales, ni pour renforcer la durabilité environnementale.

Pour accroître l'influence de ces stratégies sur la réduction des disparités, le Comité recommande, avant tout, d'améliorer la communication et les relations entre les partenaires de coopération, et d'encourager le fait d'associer étroitement des organisations de la société civile à la mise en œuvre et au suivi des stratégies.

Les responsables politiques doivent donc renforcer l'action publique, promouvoir un engagement actif en faveur des stratégies macrorégionales et diminuer les formalités administratives. Un deuxième aspect important réside dans la mise en réseau,

l'interconnexion et la gestion des bases de données existantes qui doivent être toutes fonctionnelles.

Le CESE estime qu'il convient d'améliorer la communication au sujet des stratégies macrorégionales en vue d'en renforcer la visibilité et de favoriser les réseaux et la participation.

La mise en réseau et la formation de groupements rassemblant des partenaires sociaux, des acteurs socioéconomiques locaux et des organisations de la société civile devraient faire l'objet d'une priorité du point de vue à la fois géographique et sectoriel. Leur participation au processus décisionnel, à la planification et à l'évaluation des politiques est extrêmement précieuse pour mettre en œuvre des stratégies macrorégionales, et elle peut également renforcer la cohésion ainsi que la durabilité sociale et environnementale.

Enfin, le CESE propose de créer des réseaux efficaces d'activités éducatives. Celles-ci pourraient également contribuer à améliorer les performances en matière de durabilité environnementale. (jk)

Grand départ du Tour de France: le CESE accueille une manifestation sur le thème de la mobilité propre



Pour marquer le Grand départ du Tour de France, le CESE a organisé le 3 juillet la présentation par son auteur, le journaliste Alberto Toscano, d'un livre sur le champion cycliste et héros de guerre italien Gino Bartali. Un débat sur la mobilité propre a également eu lieu à cette occasion.

«Il faut faire le bien, mais sans en parler», avait coutume de dire le champion cycliste italien **Gino Bartali**, triple vainqueur du Giro d'Italie et double vainqueur du Tour de France. Son histoire nous est contée dans le livre d'**Alberto Toscano**, «Un vélo contre la barbarie nazie - L'incroyable destin du champion Gino Bartali», présenté au CESE le 3 juillet 2019.

Opposant au régime de Mussolini, **Gino Bartali** a sauvé la vie de centaines de Juifs en Italie durant l'Holocauste en jouant le rôle de coursier, transportant sur son vélo des documents confidentiels sur des milliers de kilomètres dans le cadre de ce qui constituait officiellement les longues courses d'entraînement pour lesquelles il était renommé. Héros discret, il ne parlait jamais des activités qu'il a menées durant la Deuxième Guerre mondiale, même après la fin de celle-ci.

La manifestation organisée au CESE comprenait également un débat sur la mobilité propre en compagnie, notamment, de **Luca Jahier**, président du CESE, **Pierre Jean Coulon**, président de la section TEN du CESE, et **Philippe Close**, bourgmestre de la ville de Bruxelles. Elle visait à honorer non seulement le sport et les modes de transport écologiques, mais aussi les valeurs humaines. (mp)

Les médias devraient cesser d'aborder le handicap sous l'angle de la charité

Les médias européens proposent souvent une image des personnes handicapées qui ne présente qu'une dimension ou qui suscite de la pitié, une image forgée par des mythes et des idées fausses. En



outre, leur offre de programmes d'information et de divertissement répondant aux critères de pleine accessibilité est toujours insuffisante. Il leur reste dès lors un long chemin à parcourir pour parvenir à communiquer de manière exacte et inclusive au sujet du handicap.

L'audition publique intitulée «Communiquer les droits des personnes handicapées», qui s'est tenue au Comité économique et social européen (CESE) le 28 juin dernier à Bruxelles, a porté principalement sur le rôle pivot joué par les médias en matière de sensibilisation aux droits des personnes handicapées et de lutte contre la stigmatisation et les préjugés dont ces personnes sont victimes, qui s'insinuent toujours dans toute la société européenne.

«La communication sur les droits des personnes handicapées doit être considérée comme une partie importante d'une problématique plus large concernant la manière dont nous représentons la diversité de notre société dans son ensemble. Il s'agit de l'épicentre de nos valeurs démocratiques, qui constituera l'une des questions les plus importantes dans les années à venir», a affirmé **Ioannis Vardakastanis**, membre du CESE, lors de l'ouverture de l'audition.

Celle-ci a réuni des membres du CESE et des représentants des différentes organisations non gouvernementales qui défendent les intérêts des personnes handicapées. L'Union européenne de radio-télévision (UER) et l'institut pour la diversité des médias (MDI), un organe de surveillance des médias qui encourage une couverture médiatique responsable de la diversité, étaient également représentés. (11)

Les services essentiels doivent être accessibles à tous



Une meilleure mise en œuvre du socle européen des droits sociaux qui mettrait l'accent sur la promotion des services essentiels a été l'un des thèmes abordés lors de la session plénière de juin, au cours de laquelle les membres ont adopté un avis d'initiative élaboré par Raymond Hencks et Krzysztof Balon.

Le CESE souligne que chacun doit pouvoir accéder à des services essentiels tels que l'eau, l'énergie et les transports, ceux-ci étant indispensables à la justice sociale.

Toutefois, **M. Hencks** a insisté sur le fait que certains de ces services ne sont pas suffisamment réglementés et mis en œuvre dans les États membres. «Nous demandons que les services essentiels soient mis à la disposition de tous», a-t-il déclaré, avant d'ajouter que cela ne serait toutefois pas suffisant. «La notion de services essentiels devra également être clarifiée et des mesures concrètes devront être prises pour lutter contre les défaillances actuelles et garantir le bon fonctionnement de ces services, en fonction des besoins des utilisateurs.»

Le CESE se félicite dès lors que le 20^e principe du socle des droits sociaux réaffirme le **droit d'accéder aux services essentiels**. «Ces services constituent une composante essentielle de la justice sociale et reposent sur le principe de l'égalité de traitement des utilisateurs, qui interdit toute forme de discrimination ou d'exclusion, ainsi que sur le principe de l'accès universel à un niveau élevé d'accessibilité financière et de qualité», a enchaîné **M. Balon**. (mp)

Les dirigeants de l'UE invités à mettre tout en œuvre pour faire de l'Europe la championne du développement durable à l'échelle mondiale



Les conseils économiques et sociaux nationaux et le Comité économique et social européen ont envoyé aux dirigeants européens un message de Rome, où ils se sont rencontrés les 13 et 14 juin pour débattre de leur rôle dans le développement durable de l'Europe et concernant le socle européen des droits sociaux.

Le débat s'inscrivait dans le cadre de la réunion annuelle des présidents et secrétaires généraux du CESE et des conseils économiques et sociaux des États membres de l'UE, organisée conjointement, cette année, par le CESE et le Conseil économique et social italien ([CNEL](#)).

Parmi les principaux orateurs de la séance d'ouverture, à laquelle participait le président de la République d'Italie, **Sergio Mattarella**, figuraient le ministre italien des affaires étrangères, **Enzo Moavero Milanese**, et le président du CNEL, **Tiziano Treu**.

Luca Jahier, président du CESE, a invité le nouveau Parlement européen et la future Commission à exercer un leadership politique ferme et déterminé afin de permettre à l'Europe de devenir la championne du développement durable au niveau mondial.

Les principales conclusions du débat, transmises aux principales institutions de l'UE, sont les suivantes:

- Le programme des Nations unies à l'horizon 2030 doit être la première priorité de l'Union européenne pour la prochaine décennie, si celle-ci veut être en mesure de relever le défi des cinq transitions fondamentales suivantes:
 - une transformation économique,
 - une transformation énergétique et écologique,
 - une vaste transformation sociale,
 - une transformation démocratique et participative, et
 - une transition géopolitique dans les relations internationales.
- Le programme à l'horizon 2030 est une stratégie gagnant-gagnant:
 - **pour les employeurs**, car la bataille de la compétitivité se livrera au niveau mondial dans les secteurs liés au programme de développement durable;
 - **pour les travailleurs**, dès lors que plusieurs ODD sont liés à la dimension sociale du projet européen;
 - **pour la société civile**, qui, pour peu qu'elle soit pleinement associée à la gouvernance, pourrait s'avérer déterminante pour le suivi adéquat de la mise en œuvre des ODD.

- Il convient d'élaborer une feuille de route pour stimuler la mise en œuvre du [socle européen des droits sociaux](#), dont plusieurs éléments importants restent lettre morte pour l'essentiel.
- Le processus du Semestre européen devrait également être adapté au programme à l'horizon 2030.
- Il y a lieu de consacrer 40 % du budget total de l'Union pour 2021-2027 au développement durable.
- La nouvelle Commission devrait comprendre un vice-président chargé de l'intégration des ODD dans toutes les politiques de l'Union.
- Il s'agit là d'un projet d'espoir et de résilience qui peut être un vecteur d'unité et de solidarité au sein de l'UE, en mobilisant la société civile, et notamment les jeunes.
- Les conseils économiques et sociaux pourraient faire office de conseils de participation civique, chargés d'organiser des consultations publiques sur de nouveaux modèles de développement durable.
- L'Union européenne, en tant que première économie mondiale, doit jouer un rôle fondamental dans le cadre de sa politique commerciale s'agissant de promouvoir le programme de développement durable à l'échelle mondiale.

Les conclusions de la réunion sont disponibles dans leur intégralité [ici](#). (dm)

L'UE devrait réagir de manière plus globale aux violations de l'état de droit



Le Comité économique et social européen demande à l'Union européenne d'adopter une approche davantage proactive pour lutter contre la recrudescence des violations de l'état de droit dans l'ensemble de l'UE, sur fond d'inquiétudes quant au fait qu'elles pourraient dégénérer en une véritable crise de la démocratie, des libertés et droits fondamentaux.

Dans un avis adopté au cours de sa session plénière du mois de juin, le CESE a demandé que les organisations de la société civile soient associées de manière plus efficace et plus directe à l'élaboration et à la mise en œuvre de mesures de protection contre le démantèlement de l'état de droit dans l'Union européenne. Bon nombre de ces organisations mènent des actions de sensibilisation et jouent un rôle d'observateur ou de défenseur des droits, ce qui les amène souvent à figurer parmi les premières victimes des

gouvernements autoritaires.

En soulignant son rôle spécifique, ainsi que son devoir d'agir lorsque les activités de ses propres membres et de la société civile au sens large sont en danger au sein de l'Union, le CESE a demandé que les organisations de la société civile bénéficient d'une meilleure protection, au même titre que d'autres observateurs essentiels de la vie publique tels que les journalistes, les lanceurs d'alerte et les défenseurs des droits de l'homme.

Le présent [avis](#) représente la contribution du CESE au processus de réflexion qui vise à renforcer l'état de droit au sein de l'Union, proposé par la Commission européenne dans une récente communication qui invitait l'ensemble des parties prenantes à contribuer à ce débat.

Le CESE s'est félicité des efforts déployés par la Commission pour utiliser les moyens qui sont à disposition en vue de renforcer l'état de droit dans les États membres, tout en observant leurs lacunes pour prévenir les attaques concertées envers les libertés et droits fondamentaux, ou y remédier.(II)

Le CESE est résolu à soutenir l'action climatique de la présidence finlandaise



Engager l'Union en faveur de réductions significatives des émissions en vue de parvenir à la neutralité climatique d'ici 2050, tel est le principal objectif de [la présidence finlandaise de l'UE](#), qui a commencé le 1^{er} juillet. Le CESE apportera son soutien à l'action climatique de la présidence et poursuivra ses propres travaux afin de créer un cadre européen propice aux initiatives relatives au climat émanant des citoyens et des milieux associatifs.

Les autres priorités de la présidence finlandaise consistent à renforcer les valeurs communes et l'état de droit, rendre l'Union plus compétitive et socialement plus inclusive, consolider la position de l'UE comme le leader mondial en matière de climat et protéger

pleinement la sécurité des citoyens.

Au cours de sa présidence, la Finlande devra relever plusieurs défis majeurs et notamment superviser le processus du Brexit et les négociations entre les États membres sur le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) de l'UE. Sur la base de ses recommandations politiques relatives au CFP pour l'après-2020, et notamment des propositions législatives sectorielles concernant les programmes de dépenses, le CESE s'efforcera d'exercer une influence positive sur les négociations en vue de leur conclusion en temps utile.

Dans l'esprit de sa devise «une Europe durable, un avenir durable», la Finlande veillera à promouvoir une culture de la réunion respectueuse de l'environnement en organisant un grand nombre de celles-ci à Helsinki, où se tiendront six réunions ministérielles informelles, et en servant aux participants de l'eau du robinet en carafes et de la nourriture bio produite localement.

Le CESE organisera également plusieurs réunions dans le pays assumant la présidence de l'UE. Le [bureau du CESE s'est déjà réuni à](#)

[Helsinki le 6 juin](#) et ses trois groupes ont prévu des réunions en Finlande au cours des prochains mois (Employeurs: 8 et 9 octobre; Travailleurs: 9 octobre; [Diversité Europe](#): 16 et 17 septembre). C'est la troisième fois que la Finlande assure la présidence tournante depuis son adhésion à l'Union en 1995. Les mandats précédents étaient en 1999 et 2006. Pour de plus amples informations concernant les activités du CESE durant la présidence finlandaise, veuillez consulter la brochure qui y est consacrée: <https://www.eesc.europa.eu/fr/our-work/publications-other-work/publications/les-activites-du-cese-durant-la-presidence-finlandaise-juillet-decembre-2019>.(ml)

Nouvelles des groupes

[La réduction de l'impôt sur les sociétés stimule les investissements, selon une étude récente](#)



par le groupe des employeurs du CESE

L'impôt sur les sociétés constitue la forme d'imposition la plus préjudiciable à la croissance économique. Contrairement à la perception qu'en a le public, les recettes de l'impôt sur les sociétés par rapport au PIB n'ont pas diminué ces quarante dernières années. Les pays ayant réduit leurs taux effectifs d'imposition des sociétés ont vu leurs investissements augmenter lors des années qui ont suivi. Telles sont quelques-unes des conclusions d'une étude récente commandée par le Comité économique et social européen à la demande du groupe des employeurs.

Un taux élevé d'imposition des sociétés est susceptible d'entraver l'activité des entreprises en compromettant la rentabilité de certains projets d'investissement et, par conséquent, en réduisant l'assiette fiscale et donc les recettes perçues. En moyenne, une augmentation d'un point de pourcentage du taux d'imposition sur les investissements directs étrangers (IDE) entraîne une baisse de ces derniers de 3,7%.

L'analyse montre également que les réductions de l'impôt sur les sociétés ne créent pas nécessairement de déficit important des finances publiques, mais peuvent en fait quasiment s'autofinancer. Dans six pays, des réductions de l'impôt sur les sociétés ont donné lieu à une augmentation des recettes. La baisse de l'impôt sur les sociétés se traduit par une croissance accrue: une diminution du taux d'imposition de 10 points de pourcentage peut faire augmenter la croissance annuelle de 1 à 2 points de pourcentage.

«L'étude devrait constituer un outil utile et fiable dans le cadre de la discussion sur la fiscalité. Elle revêt une importance particulière eu égard à la situation actuelle de l'Union européenne, où l'opinion publique sur la fiscalité des entreprises (en particulier les grandes multinationales) est faussée et exploitée par les populistes», a déclaré **Krister Andersson**, vice-président du groupe des employeurs. L'étude fournit des données et des exemples concrets pour démentir ces allégations.

Bien que les taux d'imposition aient considérablement baissé au cours des quarante dernières années, les recettes provenant de l'impôt sur les sociétés, en pourcentage du PIB, sont toujours au même niveau que dans les années 80. Les recettes de l'impôt sur les sociétés se situent pour la plupart dans une fourchette de 2 à 3 % du PIB, tandis que les recettes fiscales provenant des salaires, de la TVA et des cotisations sociales représentent au total plus de 30 %.

L'étude (disponible en anglais uniquement) peut être téléchargée sur le site web du CESE à l'adresse <https://europa.eu/!NB43bP>. (lj)

[Le groupe des travailleurs du CESE débat de l'emploi, de la convergence et des droits sociaux en Roumanie](#)



par le groupe des travailleurs du CESE

Le 25 juin, le groupe des travailleurs du CESE a organisé à Bucarest, en Roumanie, une réunion extraordinaire intitulée: «Droits des travailleurs et convergence sociale: une Europe des valeurs communes». Oliver Röpke, le président du groupe, a salué les diverses mesures prises par la présidence roumaine qui ont contribué de manière décisive à améliorer les conditions de vie des travailleurs, telles que l'établissement de l'Autorité européenne du travail et les directives relatives à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et à des conditions de travail transparentes et prévisibles.

Les discussions ont essentiellement porté sur les principaux défis liés à la mobilité des travailleurs, à l'emploi et à la convergence des droits sociaux dans l'Union européenne. **Marius-Constantin Budăi**, ministre du travail et de la justice sociale de Roumanie, a souligné qu'il était nécessaire de réaliser la convergence économique et, plus particulièrement, de réduire l'écart salarial entre les pays d'Europe occidentale et orientale.

Plusieurs intervenants ont évoqué le socle européen des droits sociaux qui, s'il est mis en œuvre correctement, pourrait déboucher sur une convergence ascendante. Les dirigeants des cinq confédérations syndicales roumaines ont mis l'accent sur les défis à relever en matière sociale et d'emploi en Roumanie, notamment le niveau élevé de pauvreté, les bas salaires, les problèmes liés aux conventions collectives et au dialogue social ainsi que le fort taux d'émigration.

S'agissant de la mobilité des travailleurs, les intervenants ont déclaré qu'elle pouvait certes contribuer à stimuler la croissance économique et à lutter contre le déficit de compétences dans l'UE, mais que le départ d'un nombre trop important de travailleurs qualifiés était également susceptible d'avoir une incidence négative sur les pays d'origine, ce qui est le cas en Roumanie, où trois millions de personnes ont émigré en quête de conditions de vie meilleures. (mg)

De plus amples informations sont disponibles [ici](#).

Arno Metzler, président du groupe «Diversité Europe», participe à l'assemblée générale de l'UNAF



les sociétés en Europe».

Par le groupe «Diversité Europe» du CESE

Les 22 et 23 juin, l'Union nationale des associations familiales (UNAF) a tenu son assemblée générale dans la ville de Reims. M. Metzler a été invité à y assister par M^{me} Basset, qui assure la vice-présidence de cette association française et est membre du groupe III. Le thème principal des débats a été la démocratie et le rôle des corps intermédiaires.

Prenant la parole devant l'assemblée au nom du groupe «Diversité Europe», Arno Metzler a traité de la manière dont l'Europe se met à l'écoute de la société civile organisée. Le groupe, a-t-il annoncé dans son allocution consacrée à la politique familiale, organisera le 12 novembre 2019 une conférence sur le thème des «**Nouveaux modèles de rôle pour**

«Je me demande pourquoi nous n'avons pas, au niveau de l'Union européenne, une approche de politique familiale. M. Metzler s'est exprimé en ces termes: Le besoin se fait sentir de combler cette lacune, étant donné que les familles constituent des composantes de poids dans notre patrimoine culturel européen: elles sont le ciment qui assure la cohésion de la société civile et de ses organisations. Et d'ajouter qu'il insistera pour que le groupe III «prenne, au niveau européen, l'initiative de fédérer tous les acteurs qui s'emploient à ce que les familles existent en Europe et soient défendues».

Les 600 participants ont accueilli avec enthousiasme l'idée d'instituer un Parlement européen de la famille, sur le modèle du **Parlement rural européen** (PRE) créé par . La présidente de l'UNAF a promis de soutenir et développer ce Parlement et d'encourager les autres réseaux européens œuvrant pour la cause familiale à faire de même. (jh)

Bientôt au CESE/manifestations culturelles

Le CESE met la culture finlandaise à l'honneur lors d'une soirée spéciale



Le 17 juillet prochain, le CESE organise une soirée finlandaise pour marquer le début de la présidence finlandaise du Conseil de l'Union européenne. Au programme de cette manifestation: musique et danses caractéristiques de la culture et des traditions finlandaises.

La danseuse appliquera la technique de l'improvisation structurée, au son de l'accordéon numérique de (ck)

Pour de plus amples informations, veuillez consulter la page suivante:

Pour vous inscrire, veuillez cliquer [ici](#).

Vous pouvez consulter le programme complet de la soirée en cliquant [ici](#).

Rédaction:

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition:

Chrysanthi Kokkini (ck)
Daniela Marangoni (dm)
David Gippini Fournier (dgp)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Isabelle Henin (ih)
Jasmin Kloetzing (jk)
Jean Pierre Faure (jpf)
Laura Lui (ll)
Leszek Jarosz (lj)
Margarida Gavanias (mg)
Silvia M. Aumair (sma)

Coordination:

Agata Berdys (ab)
Katerina Serifi (ks)

Adresse:

Comité économique et social européen
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tél. +32 25469476
Adresse électronique:
eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

juillet 2019/7

08-2019